

Emballage pour le très haut débit

## De quoi booster les TIC

**La concurrence sur le marché de gros des connexions à l'Internet et l'ouverture de nouveaux horizons pour les fournisseurs de services en ligne devraient booster le marché des Technologies de l'information et de la communication.**

La Réunion autorisera-t-elle bientôt un surf sur le Web d'un niveau égal à celui offert par les vagues de son littoral ? C'est ce qu'il faut espérer après la naissance de La Réunion Numérique, société chargée d'achever et d'exploiter le réseau haut débit régional. D'abord connu sous le nom de Gazelle (coût estimé : 38,5 millions d'euros, dont 16 millions financés par la Région, 11,5 millions par l'Union européenne et 11 millions par le secteur privé), cet équipement n'a pas seulement été rebaptisé. Il est passé entre les mains d'un groupement constitué de trois entreprises privées. Médiaserv, société créée en 1994, est une filiale du groupe antillais diversifié Loret, lequel a réalisé en 2006 500 millions d'euros de chiffre d'affaires. Sogétrel est pour sa part le principal intégrateur de réseaux voix-données-images en France, employant plus de 1 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 200 millions d'euros en 2006. LDC Collectivités, enfin, est une filiale du groupe Neuf Cegetel (près de 3 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2006), spécialisée dans la construc-



Face à l'ouverture de la concurrence dans le haut débit, France Télécom n'entend pas se départir de son avance. Il faut donc s'attendre à ce que de nouveaux services en ligne apparaissent dans le paysage réunionnais directement ou indirectement proposés par l'opérateur historique.

Le vrai haut débit ouvre d'ores et déjà des perspectives séduisantes pour certaines activités dans l'île.

tion et l'exploitation de réseaux et d'infrastructures de télécommunications pour les collectivités territoriales.

### L'offensive de France Télécom

L'ensemble issu de ces « gros calibres » se prépare à assurer, dans le cadre d'une délégation de service public, les missions de grossiste de l'Internet rapide pour tous les fournisseurs d'accès qui seront intéressés par ces « conduites » permettant d'accélérer considérablement le transfert de données.

Pendant que Gazelle est livrée aux grands fauves des télécommunications, l'opérateur historique privatisé en 2004 ne reste pas les mains jointes. France Télécom veut rappeler qu'il détient lui aussi des compétences et des équipements pour mettre à disposition d'importantes quantités de bande passante à ceux qui en ont besoin. Pour preuve, il a inauguré en grande pompe, il y a

quelques semaines, son premier nœud de raccordement très haut débit dédié à la Technopole de Saint-Denis. Sans entrer dans les détails techniques, il s'agit en l'espèce de connecter directement les entreprises installées sur le parc technopolitain à la boucle de fibre optique de France Télécom qui fait le tour de l'île, dispose de nombreuses ramifications dans les Hauts et se trouve reliée au câble sous-marin SAFE. Les clients professionnels qui empruntent cette passerelle peuvent ainsi bénéficier d'accès à Internet pouvant aller jusqu'à 100 Mégabits/s, permettant par exemple le transfert quasi instantané de gros fichiers et bases de données ou encore la sauvegarde de centres informatiques.

« Après la Technopole, est d'ores et déjà programmé l'équipement en très haut débit de la ZAC 2000 au Port et de la zone d'activité de La Mare, près de l'aéroport de Gillot, à Sainte-Marie », affirme Christian Blaize, directeur d'Orange et de France Télécom pour La Réunion et Mayotte.

Il n'y a pas de doute possible concernant les intentions de l'opérateur qui cumule les fonctions de grossiste de l'Internet, sous la bannière France Télécom (propriétaire du réseau de téléphone public et actionnaire du câble sous-marin intercontinental SAFE), et celles de fournisseur d'accès et de services à travers Orange. Par la promotion des nœuds comme celui de la Technopole, le leader régional des télécommunications filaires s'emploie à essayer de conserver l'avance sur le concurrent que la Région a décidé, il y a près de cinq ans, de lui mettre dans les pattes.

### Les entreprises vont-elles profiter de la concurrence ?

Petit rappel : Gazelle, selon l'appellation sous laquelle ce nouvel acteur a vu le jour, c'est d'abord une infrastructure ceinturant l'île et dont l'épine dorsale est

Suite page 76

Suite de la page 75

constituée par une boucle en fibre optique enroulée autour des lignes à haute tension d'EDF. Ce réseau est sur le point d'être complété par des liaisons permettant le dégroupage de tous les centraux téléphoniques de France Télécom, le raccordement optique de sites d'intérêt régionaux (Centres de santé, universités, aéroport...) et des zones d'activités. Pour l'heure, ont déjà été posés 220 kilomètres de fibre optique. Avec les bretelles de raccordement, l'équipement atteindra au final plus de 400 kilomètres.

« L'objectif est de connecter les 65 centraux téléphoniques de France Télécom, soit par fibre, soit en hertzien ou Wimax lorsque cela sera nécessaire », indique Frédéric Douarin, le responsable de La Réunion Numérique.

« Notre mission, précise-t-il, est bien d'être opérateur d'opérateurs pour offrir l'accès au réseau à l'ensemble des acteurs de façon transparente, équitable et non discriminatoire. »

Si le calendrier est respecté, dans moins de deux ans, tous les habitants de La Réunion disposant d'une prise téléphonique devraient, grâce à ces réseaux et à leur fournisseur d'accès si celui-ci en loue l'usage aux grossistes, pouvoir être connectés à Internet avec un débit minimum de deux mégabits.

Ces perspectives intéressent, bien entendu, les entreprises de la filière TIC, réunies début octobre pour la seconde édition du forum TIC organisé par l'Artic (Association réunionnaise des professionnels des technologies de

l'information et de la communication). À cette occasion, Anil Cassam-Chenai, président de l'association, a présenté le « pôle d'innovation numérique réunionnais », véritable stratégie de développement de la filière dans l'île qui pourrait « créer 500 emplois qualifiés supplémentaires tous les ans ».

La mise en œuvre du réseau régional apporte sa pierre à cet édifice. « Nous sommes dans notre rôle en finançant les infrastructures et en les mettant à disposition des entreprises. À elles ensuite de les utiliser pleinement. C'est ainsi que les prix baisseront », souligne Guy Jarnac, vice-président de la Région en charge du dossier. Reste que ce réseau interne à l'île ne fera pas vraiment chuter les prix, la part de la collecte régionale ne représentant qu'une mince partie du coût total des télécommunications, l'essentiel étant lié à la location du câble intercontinental SAFE. Mais dans ce domaine des connexions internationales, le monopole de France Télécom pourrait aussi être remis en cause. Il existe à ce jour plusieurs projets de pose d'autres câbles entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien et le continent africain, déjà relié au reste du monde et appelé à l'être davantage dans les prochaines années. Mediaserv, qui a déjà « câblé » la Guadeloupe et la Guyane avec l'Amérique du Nord, n'a sans doute pas fait le chemin entre les océans Atlantique et Indien sans y penser.

Sans attendre de nouvelles infrastructures aussi lourdes, même s'il se limite au seul territoire

Le GIE Télémedecine Océan Indien à la Technopole

## Santé en ligne

La perspective d'un accès à un véritable haut débit Internet, quel que soit le point de connexion sur l'île, ouvre la voie à de nouveaux services dont les Réunionnais devraient avoir la primeur, avant que leur usage ne se généralise sur tout le territoire français et peut-être ailleurs. Il ne s'agit pas de prestations commerciales mais d'un ensemble de facilités en matière de soins. Ces initiatives visent, pour le patient, à améliorer l'efficacité de l'offre de soins et, pour les professionnels de santé, à faciliter leur collaboration grâce à l'usage des technologies de l'information de la communication (TIC).

L'implantation s'effectue sous la houlette d'un Groupement d'intérêt économique (GIE) piloté par l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH) Réunion-Mayotte qui regroupe des établissements de santé publics et privés ainsi que des réseaux sanitaires et des sociétés d'imagerie.

Le GIE Télémedecine Océan Indien, c'est son nom, prévoit d'instaurer un Dossier Patient Partagé Informatisé (DPPI) capable à terme de gérer le dossier médical, l'inventaire des soins, les prescriptions et les rendez-vous. En s'appuyant toujours sur un réseau haut débit et avec des connexions sécurisées, le GIE projette de mettre en place un serveur régional (Réunion et Mayotte) de veille et d'alerte sanitaire permettant de collecter des éléments de veille au niveau des services d'urgence des établissements hospitaliers, mais aussi de les transmettre au niveau national sur le serveur de l'institut national de veille sanitaire. Le serveur gèrera aussi des informations liées au particularisme de notre région, notamment sur les phénomènes épidémiques locaux avec extension sur la zone océan Indien proche.

« La crise du chikungunya confirme l'utilité d'un tel système de veille sur la région Réunion-Mayotte », précisent les promoteurs de ce système. Est également prévue la mise en place du « dossier communicant » de cancérologie (DCC), La Réunion étant l'une des quatre régions pilotes définies dans le Plan cancer 2007 pour expérimenter le dossier partagé.

Parallèlement, le GIE Télémedecine Océan Indien plaide en faveur de l'installation d'outils de visioconférence dans les structures qui prennent en charge les patients traités et la numérisation des services de radiologie pour faciliter la diffusion des images dans le réseau d'imagerie.

réunionnais, le vrai haut débit ouvre d'ores et déjà des perspectives séduisantes pour certaines activités dans l'île. Qu'il s'agisse d'entreprises du secteur marchand ou de services publics, comme Intercable ou le GIE Télémedecine Océan Indien, deux exemples qui montrent qu'à La Réunion, le secteur des Technologies de l'information et de la communication (TIC) peut s'attendre à un bon coup de booster dans les prochains mois. Ce ne sera pas de trop pour répondre au nombre de demandes d'emploi qui enflent comme le cours d'une rivière au passage d'un cyclone. Lire aussi page 78 notre article sur Intercable : un opérateur canadien dans la course.

Mediaserv intervient d'abord en tant qu'opérateur d'opérateurs, c'est-à-dire grossiste de l'Internet au sein de La Réunion numérique, société qui exploite le réseau haut débit régional. Mais au vu de son savoir-faire et de son expérience de câblo-opérateur sous-marin et de fournisseur d'accès, l'entreprise ne devrait pas en rester là.

